

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, contrairement à ce qu'affirme le député, les ateliers resteront ouverts.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Contrairement à ces allégations, le président du CN a déclaré que, à la conclusion d'un accord entre sa société et la Générale électrique du Canada, les 1,022 employés des ateliers garderaient leur emploi ou seraient indemnisés dans le cadre des programmes existants. C'est donc à mon avis une excellente transaction.

Des voix: Bravo!

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS

M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent): Monsieur le Président, les ateliers seront aussi vides de travailleurs que les promesses du ministre étaient vides de sens l'été dernier.

Des voix: Bravo!

M. Robichaud: Que compte faire le ministre pour les travailleurs qui perdront leur emploi? Est-il disposé à intervenir dès maintenant en leur faveur?

Des voix: Bravo!

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, le député tient à me contredire. Le CN pose comme condition aux négociations avec la GE le maintien des 1,022 emplois ou la transformation des avantages sociaux en prestations de retraite anticipée ou de recyclage. Toutes les questions seront réglées.

Il importe que le député prenne le train en marche et exhorte ses amis syndicalistes à défendre cette transaction car elle assurera aux habitants de Moncton un avenir sûr, stable et solide.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE SUR LE LIBRE-ÉCHANGE—LA PRÉSUMÉE DEMANDE DU QUÉBEC RELATIVEMENT À L'INCLUSION DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je désire poser une question au premier ministre et elle a trait aux négociations sur le libre-échange.

Le ministre des Communications du Québec a demandé que les communications soient mises sur la table des négociations sur le libre-échange. Est-ce que le gouvernement va dire non

Questions orales

au Québec, même si le gouvernement demande l'inclusion des communications et de la culture?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous n'avons reçu aucune demande formelle, à ce que je sache, du gouvernement du Québec dans ce domaine-là. Mais j'ai mentionné hier soir dans mon discours que notre identité culturelle unique et notre caractère linguistique particulier sont des éléments qui constituent l'essence même du Canada. Ils ne font pas partie des enjeux de ces négociations. Voilà la position du gouvernement fédéral.

[Traduction]

LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, il semble bien que le gouvernement recevra une telle demande. Quand il aura reçu cette requête, dont on a parlé hier à l'Assemblée nationale du Québec en réponse à une question, le premier ministre continuera-t-il quand même d'affirmer que la culture n'est pas négociable dans le cadre du libre-échange, même si un gouvernement provincial le souhaite?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, nous n'avons abordé d'aucune façon, de quelque manière que ce soit, cette question avec le gouvernement du Québec dans aucune des réunions auxquelles j'ai participé.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE

LE COURS DU PÉTROLE ALBERTAIN

M. Murray Dorin (Edmonton-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Elle est sûrement au courant des nombreuses nouvelles récentes voulant que le cours actuel du pétrole albertain soit le plus bas du monde. Étant donné que l'industrie pétrolière de cette province est déjà ruinée, la ministre a-t-elle examiné le régime actuel pour s'assurer que les producteurs canadiens soient au moins traités sur un pied d'égalité avec leurs concurrents étrangers?

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le gouvernement fédéral a dérèglementé les marchés pétroliers il y aura un an ce mois-ci. Nous nous en sommes retirés complètement. Je crois que le seul moyen pour les producteurs de régler ce problème, c'est d'en discuter avec les raffineurs.